

*Commissions des affaires étrangères**C.N. 29 mai 1951**C.E. 30 mai 1951*

.....

La position d'un Etat neutre, comme la Suisse, deviendra de plus en plus difficile parce qu'en réalité, les conflits actuels n'ont plus le même objet, que la plupart de ceux qui au cours de l'histoire ont provoqué les guerres. L'objet de ces conflits était la possession de territoires, ou la domination d'un peuple par un autre peuple. Un pays qui ne revendiquait rien et contre lequel rien n'était revendiqué pouvait rester à l'écart, se désintéresser, traiter de la même manière tous les belligérants. La guerre était pour lui une res inter alios acta. Terminée, un traité de paix - souvent imposé par les vainqueurs aux vaincus - réglait les problèmes litigieux, pour un temps.

Tant qu'il n'y a que des conflits locaux ou régionaux, la neutralité est encore possible: Corée, Iran, etc. Mais ces conflits locaux ne sont peut-être que des combats d'avant-garde, qui préparent et annoncent le grand conflit, qui sont déjà des manifestations du grand conflit qui est l'enjeu de la guerre politique et diplomatique actuelle, qui sera celui de la guerre militaire, si elle doit éclater.



Les faits et la réalité sont contre nous. Ils nous permettent de garder une certaine indépendance, grâce à notre situation économique et financière, mais déjà ils rendent difficile la pratique de la neutralité. Nous dépendons en effet et trop exclusivement de l'Ouest pour notre ravitaillement, pour le renforcement de notre défense nationale (tanks, radar, avions, etc.), pour notre exportation.

Par ailleurs l'Occident, il n'y a aucun doute à cet égard, est en train de s'organiser, peut-être plus rapidement qu'il ne paraît et que nous ne le pensons. Aujourd'hui, il n'y a pas seulement l'OECE sur le plan économique, l'Union Atlantique sur le plan militaire, le Conseil de l'Europe sur le plan politique. Mais le plan Schuman - pool du charbon et de l'acier - est devenu une réalité. Y adhérer sera peut-être un jour une nécessité si la Suisse ne veut pas être discriminée et payer son acier plus cher que les Etats membres du "pool". Sous l'égide du Conseil de l'Europe, des comités techniques se sont formés ou sont en voie de formation: l'un s'occupe de brevets d'invention et de propriété industrielle, un autre de sécurité sociale, un troisième de l'organisation des marchés agricoles en Europe: Un plan Pflimlin a été élaboré, avec le contenu duquel nous ne sommes pas d'accord. Invités à participer

aux travaux de ces comités, le Conseil fédéral a décidé d'accepter l'invitation pour deux d'entre eux: les milieux intéressés, consultés, ont été unanimes à déclarer notre participation indispensable, notamment pour le plan Pflimlin.

Pour le ravitaillement en matières premières et en produits stratégiques, il y a les comités qui se sont formés à Washington et qui procèdent aux répartitions: le ravitaillement en dehors d'eux deviendra de plus en plus difficile pour ne pas dire impossible.

Pour le moment, nous pouvons encore faire les distinctions nécessaires et n'adhérer qu'aux organisations purement techniques. Mais des concentrations peuvent avoir lieu, une communauté tendra - elle tend déjà aujourd'hui - à se former, dont les intérêts s'étendront toujours davantage. L'Europe est en train de se faire - voire même une communauté atlantique, avec la participation des USA et du Canada et d'autres pays du Commonwealth britannique. Cette évolution aura des conséquences pour la Suisse. Pourrons-nous toujours ignorer cette évolution, rester en dehors de cette évolution qui tend à une organisation du monde libre et démocratique, nécessaire pour lutter efficacement contre le communisme, qui, lui, a déjà réussi à former un bloc compact ?

Nous avons encore actuellement toute notre liberté de choix, de décision. Personne ne peut nous contraindre à adhérer à des organisations dont nous ne voulons pas faire partie. Mais cette liberté risque de se réduire sous la pression des circonstances, en particulier de l'évolution économique. Nous sommes trop dépendants de l'étranger - et aujourd'hui presque exclusivement de l'Occident - pour supporter un isolement économique.

Honnêtement, nous ne pouvons d'ailleurs pas regretter cette évolution: elle est nécessaire à la sauvegarde et à la défense de la liberté et de la démocratie dans le monde. Les échecs de la collaboration entre les nations libres sont aussi des échecs pour notre indépendance. Et il sera de plus en plus difficile de faire admettre le Sonderfall Schweiz, de nous soustraire à la loi commune.

L'idée même de neutralité se heurte de nouveau - un peu comme après la guerre, mais pour d'autres raisons - à une incompréhension et même à une hostilité de plus en plus grandes. C'est le cas aux USA, mais aussi en Europe, où l'on nous accuse de manquer du sens de l'intérêt général, de ne défendre que nos intérêts matériels, égoïstement. Au sein même de l'OECE, lorsque dans la question de l'Allemagne occidentale nous avons dû

prendre position contre des projets approuvés par toutes les autres délégations, on a même fait allusion à une exclusion possible de la Suisse.

Pour le moment, il n'y a pas lieu de s'alarmer: nous ne sommes pas menacés. Mais nous ne devons pas fermer les yeux sur une évolution et sur des tendances qui sont contraires à notre politique traditionnelle.

J'avais toujours espéré que les efforts du CICR et de son président en Extrême-Orient pour pouvoir agir en Corée du Nord - en faveur des prisonniers de guerre de l'ONU - comme ils ont pu le faire en Corée du Sud en faveur des prisonniers nord-coréens et chinois, aboutiraient. C'eût été une justification éclatante pour la neutralité de la Suisse et son utilité aussi pour les autres nations. Jusqu'à présent, ces efforts n'ont pas donné de résultats pratiques et concrets. Cependant le voyage de M. Ruegger à Pékin n'a pas été inutile. Il a permis d'établir des contacts et de créer un lien avec la Croix-Rouge et les autorités chinoises: le Ministre de la santé publique est venu à Genève récemment, rendre au CICR sa visite. C'est peut-être le commencement de quelque chose, mais ce n'est pas suffisant.

Ainsi donc, il faut nous attendre à ce que notre position internationale devienne de plus en plus difficile. Il n'est pas possible de dire aujourd'hui si, à un moment donné, nous serons mis en demeure de choisir; ce moment n'est pas encore arrivé, mais déjà nous sommes devant des problèmes difficiles à résoudre. Il y en a deux dont je voudrais vous entretenir:

le commerce Ouest-Est,

nos relations avec l'Allemagne de l'Est et le Gouvernement de Berlin.

de l'Europe - en veillesse. Réserve observée jusqu'à présent  
justifiée. Mandat: si élections générales en Allemagne: à peu  
près exclu. Serons - un peu comme le veulent la tradition et  
le désir du peuple - spectateurs des événements internationaux  
plutôt qu'acteurs dans ces événements. Ce qui ne signifie pas  
qu'ils ne nous intéressent pas ou qu'ils ne nous concernent pas.